

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0481 du 18 au 24 Nov 2024

Magazine

NORVEGE/BENIN

PARTENARIAT CLIMATIQUE
POUR L'AVENIR DURABLE

SPORT

COP29

LE TRIOMPHE
DES JEUX UNIVERSITAIRES

L'AFRIQUE FACE
AUX CRÉDITS CARBONE

Sommaire

HEBDO N°0481 du 18 au 24 Nov 2024

NORVEGE/BENIN

PARTENARIAT CLIMATIQUE POUR L'AVENIR DURABLE

BÉNIN

LE LIVRE À L'HONNEUR JEUNESSE

SPORT

LE TRIOMPHE DES JEUX UNIVERSITAIRES

BÉNIN

ENGAGEMENT POUR UNE ÉNERGIE DURABLE

MALI

TOUS UNIS POUR LA REFORESTATION

COP29

L'AFRIQUE FACE AUX CRÉDITS CARBONE

NIGERIA

VISITE HISTORIQUE DE NARENDRA MODI À ABUJA

MALI

LE PREMIER MINISTRE MAÏGA DÉNONCE LA JUNTE

GABON

LE RÉFÉRENDUM BOUDÉ PAR LES ÉLECTEURS



BÉNIN

BÉNIN

I N T E R

A F R I Q U E

A F R I Q U E

DÉCOUVREZ FIRST AFRIQUE MAG
HEBDOMADAIRE N°0481 DU 18 AU 24 NOVEMBRE 2024

Dans cette nouvelle édition, plongez au cœur de l'actualité africaine et internationale grâce à des reportages exclusifs, des analyses approfondies et des récits inspirants.

À LA UNE

NORVÈGE/BÉNIN
PARTENARIAT CLIMATIQUE POUR L'AVENIR DURABLE

Une collaboration historique scellée lors de la COP29 entre la Norvège et le Bénin, pour conjuguer réduction des émissions et développement durable.

BÉNIN
LE LIVRE À L'HONNEUR JEUNESSE

Le Bénin célèbre la richesse de sa littérature pour la jeunesse, une initiative pour éveiller l'amour des mots chez les jeunes générations.

SPORT
LE TRIOMPHE DES JEUX UNIVERSITAIRES

Retour sur les moments forts des compétitions universitaires, symbole de l'union et du talent de la jeunesse africaine.

BÉNIN
ENGAGEMENT POUR UNE ÉNERGIE DURABLE

Focus sur les initiatives béninoises pour accélérer la transition énergétique, entre défis et opportunités.

MALI
TOUS UNIS POUR LA REFORESTATION

Le combat contre la désertification continue avec des campagnes de reboisement mobilisant citoyens et associations.

COP29
L'AFRIQUE FACE AUX CRÉDITS CARBONE

Analyse des enjeux et des controverses autour des crédits carbone pour financer

l'adaptation climatique sur le continent.

NIGÉRIA
VISITE HISTORIQUE DE NARENDRA MODI À ABUJA

Un sommet marquant entre le Nigeria et l'Inde, avec des promesses de renforcement des relations économiques et militaires.

MALI
LE PREMIER MINISTRE MAÏGA DÉNONCE LA JUNTE

Une prise de position audacieuse de Choguel Maïga, révélant des tensions internes au sein de la transition malienne.

GABON
LE RÉFÉRENDUM BOUDÉ PAR LES ÉLECTEURS

Un scrutin historique, mais marqué par un désintérêt inquiétant des électeurs gabonais.

Pourquoi lire
FIRST AFRIQUE MAG
cette semaine ?

Des reportages exclusifs sur les enjeux climatiques, politiques et sociaux du continent.

Un éclairage inédit sur les dynamiques de jeunesse, de sport et de culture en Afrique.

Une analyse claire et détaillée des grandes rencontres internationales impactant le continent.

PARTENARIAT CLIMATIQUE POUR L'AVENIR DURABLE



PARTENARIAT CLIMATIQUE POUR L'AVENIR DURABLE

Un accord bilatéral historique à la COP29

Lors de la 29e Conférence des Parties (COP29) à Bakou, en Azerbaïdjan, le Royaume de Norvège et la République du Bénin ont marqué un tournant décisif dans la coopération climatique internationale en signant un accord bilatéral dans le cadre de l'Article 6 de l'Accord de Paris. Cet engagement inédit renforce le partenariat entre les deux pays et souligne leur détermination commune à relever les défis climatiques mondiaux tout en promouvant le développement durable.

Le Bénin, qui s'est distingué par l'émission de son obligation liée aux Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2021, continue de démontrer son leadership en matière de finance durable. Avec cet accord, le pays réaffirme son rôle de moteur régional dans l'innovation climatique. En misant sur des projets d'énergie renouvelable et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), le Bénin ambitionne d'amé-

liorer les conditions de vie de ses populations tout en contribuant à l'effort global de lutte contre le réchauffement climatique.

Pour Romuald Wadagni, Ministre de l'Économie et des Finances du Bénin, ce partenariat représente une opportunité stratégique : **« Ce nouvel accord ouvre des perspectives inédites pour mobiliser des financements climatiques, promouvoir le développement durable et protéger notre environnement. »**

De son côté, la Norvège est reconnue pour son rôle précurseur dans le financement des initiatives climatiques internationales. Alors qu'elle vise la neutralité carbone d'ici 2030, le pays s'appuie sur des mécanismes tels que les crédits carbone pour compenser ses émissions tout en investissant dans des projets à forte valeur environnementale à travers le monde.

Le ministre norvégien du Climat et de l'Environnement, Tore O. Sandvik, a salué cette collaboration :

« Ce partenariat illustre l'engagement de la Norvège à soutenir les pays en développement dans leur transition énergétique, tout en garantissant des bénéfices mutuels pour nos deux nations. »

Cet accord bilatéral repose sur deux piliers principaux :

1. Projets de réduction des émissions

La Norvège s'engage à financer et à soutenir des initiatives au Bénin, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables et des infrastructures hors réseau. Ces projets, axés sur l'installation de centrales solaires et la promotion de solutions énergétiques durables, permettront de réduire les émissions de GES tout en créant des opportunités économiques pour les communautés locales.

2. Renforcement des capacités techniques

Outre le financement, le partenariat inclut une assistance technique pour améliorer la capacité du Bénin à concevoir, mettre en œuvre et suivre efficacement les projets climatiques. Ce volet est crucial

PARTENARIAT CLIMATIQUE POUR L'AVENIR DURABLE

pour garantir la pérennité des initiatives et maximiser leur impact à long terme.

L'Article 6 de l'Accord de Paris offre un cadre pour la coopération internationale en matière climatique. Il permet notamment aux pays de collaborer par le biais de mécanismes de marché, comme les crédits carbone, afin d'atteindre leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Cet accord Norvège-Bénin s'inscrit dans une dynamique de régulation accrue des marchés carbone, avec des normes renforcées adoptées lors de la COP29.

Pour la Norvège, les crédits carbone constituent un outil stratégique pour compenser ses émissions et atteindre ses objectifs de réduction, particulièrement si sa coopération avec l'Union européenne dans ce domaine montre des limites. Pour le Bénin, ces mécanismes représentent une source précieuse de financement pour accélérer sa transition énergétique tout en améliorant la résilience de ses infrastructures face au changement climatique.

Les bénéfices de cet accord ne se limitent pas aux aspects climatiques. En investissant dans des projets au Bénin, la Norvège contribue également à des objectifs plus larges, notamment :

- La réduction de la pauvreté énergétique : L'accès accru à une énergie abordable et propre améliore les conditions de vie des populations et stimule les économies locales.
- La création d'emplois verts : Les projets d'énergie renouvelable et les initiatives de gestion durable des ressources naturelles génèrent de nouvelles opportunités d'emploi, particulièrement dans les zones rurales.
- La préservation de l'environnement : En réduisant la déforestation et en promouvant l'utilisation d'énergies renouvelables, ces initiatives soutiennent les écosystèmes locaux tout en répondant aux engagements climatiques internationaux.

Cet accord entre la Norvège et le Bénin incarne une vision moderne de la

coopération internationale, où les intérêts des pays développés et en développement convergent pour des objectifs communs. Il met également en lumière l'importance croissante des pays africains dans le leadership climatique mondial.

Alors que la COP29 se poursuit, cet exemple pourrait inspirer d'autres partenariats bilatéraux similaires, renforçant ainsi l'efficacité collective de la lutte contre le changement climatique. Avec des engagements comme celui-ci, l'ambition de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C se rapproche d'une réalité atteignable.

Le partenariat entre la Norvège et le Bénin est une illustration parfaite de la façon dont la coopération internationale, associée à des mécanismes novateurs comme ceux de l'Article 6, peut offrir des solutions concrètes aux défis climatiques et de développement. Un modèle prometteur pour le futur de l'action climatique globale. ■



COP29



FIRST AFRIQUE

LE RÉFÉRENDUM BOUDÉ PAR LES ÉLECTEURS



Le Gabon a organisé un référendum crucial sur sa nouvelle Constitution, mais l'événement, censé représenter un tournant politique pour le pays, semble avoir été marqué par une forte abstention. Avec environ 860 000 électeurs inscrits, les résultats officiels n'étaient pas encore disponibles au moment de la publication, mais les témoignages et observations sur le terrain laissent peu de doute : le taux de participation a été décevant.

Dans des centres de vote comme celui de Goigoux, l'ambiance était loin d'être celle d'un rendez-vous électoral national. Selon

un électeur gabonais, le manque d'engouement était évident :

« Il n'y a pas un grand engouement pour un centre aussi important que celui de Goigoux. J'ai pu constater que dans la poubelle, il y a énormément de bulletins inutilisés. Peut-être que les populations ont mal compris la consigne. Beaucoup laissent dans la poubelle ce qu'ils n'ont pas choisi. Malheureusement, ce vote sera nul une fois l'élection terminée. »

Ce témoignage illustre un problème organisationnel mais aussi une possible incompréhension des règles électorales. Certains électeurs semblent

ne pas avoir saisi l'importance de leur participation ou les consignes de vote, ce qui pourrait entraîner une hausse significative du nombre de votes nuls. Le référendum portait sur l'adoption d'une nouvelle Constitution pour la République gabonaise, un projet visant à refléter les aspirations démocratiques et sociales du pays. Cependant, il semble que cette initiative n'ait pas capté l'attention de la majorité des citoyens.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce désintérêt :

1. Un contexte de transition politique : La prise de pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a polarisé

LE RÉFÉRENDUM BOUDÉ PAR LES ÉLECTEURS

le débat public. Pour certains Gabonais, la priorité réside dans la restauration des institutions démocratiques et non dans l'adoption d'une nouvelle Constitution.

2. Manque de communication : Les autorités n'ont pas su convaincre ou informer suffisamment la population sur les enjeux de cette réforme. Beaucoup de citoyens interrogés affirment ne pas comprendre en quoi cette nouvelle Constitution changerait leur quotidien.

3. Doute sur les intentions : Certains Gabonais soupçonnent que ce référendum pourrait servir les intérêts d'une élite politique plutôt que ceux du peuple.

Malgré la faible participation, les discussions autour du référendum ont révélé les priorités des Gabonais. Beaucoup estiment que le pays doit désormais se concentrer sur des réformes institutionnelles profondes et sur la gestion équitable de ses ressources.

« ***Si cette Constitution vise réellement à nous conduire vers un avenir meilleur, il faut que tous les Gabonais bénéficient des richesses de ce pays. Il faut des sanctions contre ceux qui profitent indûment de nos ressources pendant que le peuple souffre*** », a déclaré un habitant de Libreville. Cette

déclaration met en lumière une attente pressante de justice sociale et économique, ainsi qu'un besoin de transparence dans la gestion des ressources naturelles du pays. Depuis la prise de pouvoir par le CTRI, la transition est sous haute surveillance, tant au niveau national qu'international. Le président de la transition, le général Brice Oligui Nguema, avait promis d'accélérer les réformes institutionnelles et de mener le pays vers une gouvernance plus inclusive. Pour beaucoup, ce référendum représente une opportunité de construire des bases solides pour l'avenir. Cependant, cette opportunité pourrait être gâchée si les citoyens ne se sentent pas impliqués dans le processus. Le faible taux de participation à ce référendum est un signal d'alarme pour les autorités gabonaises. Si elles souhaitent réussir cette transition, plusieurs mesures doivent être envisagées :

1. Renforcer la sensibilisation et l'éducation civique : Les Gabonais doivent être mieux informés des enjeux des réformes proposées et comprendre leur rôle dans la transition.

2. Rétablir la confiance avec la population : La méfiance envers les institutions reste élevée. Les autorités doivent prendre des mesures

concrètes pour montrer qu'elles agissent dans l'intérêt du peuple.

3. Assurer une gestion inclusive et transparente : Pour garantir une adhésion nationale, les réformes doivent être perçues comme équitables et bénéfiques à l'ensemble de la population.

Si l'objectif du référendum était de démontrer un soutien populaire à la transition, la forte abstention pourrait envoyer un message contraire. Les autorités gabonaises devront redoubler d'efforts pour regagner la confiance des citoyens et montrer que les réformes proposées ne sont pas uniquement symboliques. Le succès de cette période de transition dépendra en grande partie de la capacité des dirigeants à répondre aux aspirations profondes du peuple gabonais, notamment en matière de justice sociale, de gestion équitable des ressources et de respect des droits démocratiques.

Le référendum au Gabon, bien qu'historique, a été marqué par un désintérêt inquiétant des électeurs. Pour que la transition atteigne ses objectifs, les autorités devront tirer les leçons de cet événement et impliquer davantage la population dans les décisions clés à venir. ■

FIRST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader

Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.



LE LIVRE À L'HONNEUR JEUNESSE



LE LIVRE À L'HONNEUR JEUNESSE

La littérature jeunesse occupe le devant de la scène au Bénin avec la troisième édition du Salon National du Livre, qui se tiendra du 20 au 23 novembre 2024 au Palais des Congrès de Cotonou. Sous le thème « Littérature de la jeunesse : le monde des petits dévoreurs de mots », cet événement s'engage à promouvoir la lecture auprès des enfants tout en mettant en lumière les enjeux économiques et culturels liés au livre dans le pays.

Annoncé lors d'une conférence de presse le jeudi 14 novembre, le Salon National du Livre 2024 se distingue par son orientation vers la jeunesse. « Non seulement nous mettons l'accent sur la production littéraire, mais nous faisons un focus sur les enfants, car ils sont les grands lecteurs d'aujourd'hui et de demain », a déclaré Florent Couao-Zotti, délégué général du Salon.

Selon lui, encourager les enfants à lire dès leur jeune âge constitue un investissement pour l'avenir. Les jeunes lecteurs d'aujourd'hui deviendront les écrivains de demain, nourris par une littérature qui éveille leur imagination et développe leur créativité.

Cette vision ambitieuse guide les efforts du comité d'organisation pour faire de cette édition 2024 un véritable hommage aux enfants et à leur potentiel créatif.

Cette édition met en place une programmation dense et inclusive pour attirer et captiver un large public. Des activités interactives telles que des ateliers, des tables rondes, des débats et des cafés littéraires aborderont l'importance de la lecture dans le développement des enfants. L'événement inclura également des animations autour de bandes dessinées, permettant aux jeunes participants de découvrir cet univers artistique et narratif. Pour enrichir l'expérience, un spectacle de chants et de danses viendra célébrer les grandes figures littéraires du Bénin, rendant hommage aux aînés tout en inspirant la nouvelle génération.

Les organisateurs prévoient d'installer des stands où seront exposés des ouvrages de tous genres. Ces espaces immersifs permettront aux visiteurs d'explorer les dernières publications et de dialoguer directement avec les auteurs et éditeurs présents.

Le Salon National du Livre ne se contente pas de pro-

mouvoir la lecture comme une activité ludique. Il s'agit aussi d'un moyen d'éducation, de sensibilisation et d'autonomisation pour les jeunes. Les organisateurs veulent faire de la lecture un pilier du développement intellectuel et culturel des enfants.

« La lecture est une clé essentielle pour ouvrir l'esprit et développer les compétences nécessaires à la vie », a souligné Florent Couao-Zotti. Le rôle de la littérature dans la formation des enfants dépasse donc le simple plaisir de lire : elle les prépare à devenir des citoyens informés et créatifs.

Parallèlement à son volet éducatif, le Salon mettra l'accent sur les aspects économiques du secteur littéraire. William Codjo, directeur général de l'Agence de Développement des Arts et de la Culture (ADAC), a rappelé que l'industrie du livre repose sur une chaîne de valeur complexe, allant des auteurs aux libraires, en passant par les éditeurs, distributeurs et diffuseurs. Selon lui, une économie florissante du livre nécessite un équilibre entre une offre de qualité et une demande forte. « Il ne suffit pas de produire de bons livres, il faut aussi élargir la base des lecteurs pour intensifier cette économie »,

LE LIVRE À L'HONNEUR JEUNESSE

a-t-il déclaré.

Ce défi prend une importance particulière dans le contexte actuel, où les habitudes de lecture évoluent avec la montée en puissance des supports numériques. L'édition papier et l'édition numérique doivent coexister pour répondre aux attentes des lecteurs tout en préservant la diversité et la richesse culturelle.

Le Salon National du Livre 2024 se positionne également comme un espace de réflexion pour anticiper les défis futurs. Avec l'essor des technologies numériques et la mondialisation des contenus, les acteurs du secteur littéraire doivent innover pour attirer de nouveaux lecteurs tout en fidélisant leur audience actuelle.

Des conférences et discussions aborderont des questions telles que l'adaptation aux nouvelles habitudes de lecture, le rôle des plateformes numériques et les moyens de préserver la pertinence de la littérature dans un

monde en constante évolution.

Cette édition ne se limite pas aux talents locaux : elle accueillera des figures littéraires de renommée internationale. Ces invités partageront leurs expériences et leurs perspectives sur l'importance de la littérature jeunesse. Leur présence renforcera la portée de l'événement et offrira une opportunité unique d'enrichir le dialogue autour des livres pour enfants.

Le mélange de talents locaux et internationaux devrait stimuler l'intérêt des jeunes lecteurs, tout en mettant en lumière le rôle central du Bénin dans la promotion de la culture et de la littérature en Afrique.

En mettant les enfants au centre de cette célébration, le Salon National du Livre 2024 ambitionne de semer les graines d'un avenir littéraire prometteur. Cet événement va au-delà d'une simple fête du livre : il vise à construire une culture de la lecture

durable et à inspirer la prochaine génération d'écrivains, de penseurs et de leaders.

Pour les enfants et leurs familles, ce Salon représente une chance unique de découvrir l'univers captivant du livre et de tisser des liens avec des auteurs, éditeurs et passionnés de littérature.

Le Salon National du Livre 2024 sera sans aucun doute l'un des temps forts de l'année pour la littérature béninoise. Entre échanges enrichissants, animations immersives et découvertes littéraires, cette édition promet de marquer les esprits et de consolider la place de la lecture dans le développement des jeunes.

Ne manquez pas cette occasion exceptionnelle de célébrer le pouvoir des mots et de faire briller la littérature jeunesse au Bénin. Du 20 au 23 novembre, le Palais des Congrès de Cotonou sera le théâtre d'un événement à ne pas rater ! ■



LE TRIOMPHE DES JEUX UNIVERSITAIRES



La 11^e édition des Jeux Universitaires du Bénin s'est achevée en apothéose le jeudi 14 novembre 2024 à Djougou, marquant un moment fort pour le sport universitaire béninois. Cet événement, organisé par l'Office Béninois du Sport Scolaire et Universitaire (OBSSU) sous la tutelle du Ministère des Sports, a mis en lumière la vitalité et le talent des jeunes athlètes.

Lancée le 9 novembre, cette compétition a rassemblé 667 athlètes issus de dix universités béninoises. Pendant six jours, les participants se sont affrontés dans cinq disciplines sportives : le football, le handball, le volleyball, le basketball et l'athlétisme, dans les catégories masculines et féminines.

La ville de Djougou, hôte de cette édition, a offert un cadre propice pour cette célébration du sport et de la jeunesse.

Les infrastructures du stade omnisports ont accueilli les différentes épreuves et la grande cérémonie de clôture, en présence de nombreuses autorités et personnalités politiques.

Parmi elles, le Ministre d'État Abdoulaye BIO TCHANÉ, le Ministre des Sports Benoît DATO, et la Ministre de l'Industrie et du Commerce, Shadiya Alimatou ASSOUMAN, qui ont salué le dynamisme et l'engagement des participants.

LE TRIOMPHE DES JEUX UNIVERSITAIRES

Dans son discours de clôture, le Ministre des Sports, Benoît DATO, a rendu hommage aux athlètes et aux organisateurs pour leur implication exemplaire. « À travers ces Jeux, vous avez incarné les valeurs de fair-play et de respect, valeurs essentielles que notre gouvernement promeut. Vous avez prouvé que la jeunesse béninoise est une force dynamique et prometteuse, prête à relever les défis sportifs de demain », a-t-il déclaré.

Le Ministre a également évoqué la dimension internationale du sport

universitaire, annonçant la participation prochaine du Bénin aux Jeux Mondiaux Universitaires de la Fédération Internationale du Sport Universitaire (FISU) en 2025 en Allemagne. Une opportunité exceptionnelle pour les jeunes talents béninois de se mesurer à leurs pairs du monde entier et de représenter leur nation avec fierté.

Les équipes victorieuses n'ont pas été en reste. Des trophées, médailles et récompenses financières ont été remis aux vainqueurs, marquant la reconnaissance de

leurs efforts et de leur excellence sportive. Ces distinctions visent également à motiver les jeunes à persévérer dans leurs disciplines respectives et à viser toujours plus haut.

Le Directeur Général de l'OBSSU, Dr Victor Soumon LAWIN, président du comité d'organisation, a exprimé sa satisfaction quant au déroulement de cette édition. Selon lui, ces Jeux ont prouvé une fois de plus que le sport universitaire béninois dispose d'un potentiel immense, qui ne demande qu'à être soutenu et valorisé.



LE TRIOMPHE DES JEUX UNIVERSITAIRES



La cérémonie de clôture a rassemblé une large audience, des délégations sportives aux représentants politiques et administratifs. En plus des ministres présents, le Préfet de la Donga, Jacques Rolland AMA-DOU, le Maire de Djougou, Idrissou YAYA, et plusieurs députés, dont Assani SEIBOU et Mounifa Karim KPETONI, ont honoré de leur présence cet événement.

Le moment a également été marqué par des pres-

tations artistiques et culturelles, mettant en valeur la richesse du patrimoine local et contribuant à l'ambiance festive de cette clôture.

Au-delà des performances sportives, ces Jeux Universitaires ont rempli une mission essentielle : renforcer l'esprit de camaraderie, promouvoir les valeurs d'excellence et créer un espace où les jeunes peuvent s'épanouir à travers le sport.

Le choix de Djougou pour accueillir cette édition témoigne également de l'engagement des autorités à promouvoir le sport dans toutes les régions du pays, au-delà des grands centres urbains. Cette décentralisation est essentielle pour démocratiser l'accès aux infrastructures et offrir des opportunités équitables à tous les jeunes talents.

Avec la perspective des Jeux Mondiaux Universitaires de 2025, les

LE TRIOMPHE DES JEUX UNIVERSITAIRES

regards sont désormais tournés vers l'avenir. Cette compétition internationale constitue une occasion en or pour les meilleurs athlètes universitaires de représenter le Bénin sur la scène mondiale.

Le succès de cette 11^e édition des Jeux Universitaires est un signal fort : le sport universitaire béninois est en pleine ascension. Grâce à des initiatives comme

celles de l'OBSSU et au soutien du gouvernement, il est possible de bâtir une véritable dynamique autour du sport pour accompagner la jeunesse vers l'excellence.

En attendant la prochaine édition, les souvenirs de Djougou 2024 resteront gravés dans les mémoires comme une célébration éclatante du talent, de la camaraderie et du fair-play. ■

Le sport universitaire béninois, moteur de développement et de cohésion sociale, a encore de beaux jours devant lui.



ENGAGEMENT POUR UNE ÉNERGIE DURABLE



Le Bénin a franchi une nouvelle étape dans sa quête d'autonomie énergétique avec le lancement des travaux de construction de la centrale solaire photovoltaïque FORSUN de 25 MWc à Pobè. Sous le haut patronage du Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, Samou Séidou ADAMBI, et en présence du Directeur Général de la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE), Emeric

TOKOUDAGBA, cet événement du 12 novembre 2024 marque un tournant pour l'avenir énergétique du pays.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie nationale visant à garantir un accès durable à l'électricité tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles. Avec un investissement de près de 16 milliards de FCFA, cette initiative bénéficie du soutien de l'Agence Française de Dévelop-

pement (AFD) et de l'Union Européenne, consolidant ainsi les efforts conjoints pour un développement économique et écologique durable.

La centrale solaire FORSUN, située à Illoulofin dans la commune de Pobè, fait partie d'un ambitieux programme visant à diversifier le mix énergétique du Bénin. Le Ministre ADAMBI a souligné l'importance de ce projet pour renforcer la sécurité éner-

ENGAGEMENT POUR UNE ÉNERGIE DURABLE

gétique nationale et promouvoir l'accès équitable à l'électricité. Il a également mis en avant la dimension écologique de cette initiative, qui aligne le Bénin sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Emeric TOKOUDAGBA, Directeur Général de la SBPE, a insisté sur les normes de qualité, le respect des délais et la fiabilité des infrastructures comme priorités absolues. Selon lui, cette centrale jouera un rôle crucial dans l'amélioration de l'approvisionnement électrique à l'échelle nationale,

réduisant ainsi les inégalités énergétiques et répondant aux besoins des populations les plus vulnérables.

Le lancement des travaux de FORSUN a été l'occasion pour les officiels de visiter la centrale solaire DEFISOL, une installation de 25 Mwc située également sur le site d'Illoulofin et inaugurée en 2022. Ce modèle d'efficacité illustre les capacités du Bénin à développer des infrastructures modernes et performantes dans le secteur énergétique.

Le Ministre ADAMBI,

impressionné par les performances de la centrale DEFISOL, a salué les efforts collectifs qui permettent au pays de se positionner comme un acteur clé de la transition énergétique en Afrique de l'Ouest. Avec les centrales FORSUN, TTC et DEFISOL, le site d'Illoulofin atteindra une capacité totale de 75 Mwc, suffisant pour alimenter des milliers de foyers béninois en énergie propre et fiable.

Les partenaires financiers et techniques, tels que l'AFD et l'Union Européenne, ont joué un rôle déterminant dans la



ENGAGEMENT POUR UNE ÉNERGIE DURABLE



concrétisation de ce projet. Lors de la cérémonie, Joël Neubert, Chef de la coopération de la Délégation de l'Union Européenne au Bénin, a réaffirmé l'engagement de l'UE à accompagner le Bénin dans sa transition énergétique.

Il a notamment souligné l'importance d'un accès généralisé à une énergie propre et durable, tout en mettant en lumière les retombées positives sur l'économie locale, notamment à travers la création d'emplois et le

soutien à l'innovation technologique. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Pacte Vert européen et de la stratégie Global Gateway, qui visent à promouvoir des infrastructures durables et inclusives à l'échelle mondiale.

Le Maire de Pobè, Simon Adebayo Dinan, a exprimé la gratitude de la communauté locale, estimant que cette centrale contribuera de manière significative à l'essor économique de la région. En plus de géné-

rer de l'électricité pour les populations, elle favorisera également l'implantation d'activités économiques nécessitant une alimentation énergétique stable.

Cette initiative s'ajoute à une série de projets destinés à réduire la précarité énergétique dans le pays, tout en promouvant l'équité et le développement régional. Pour les habitants de Pobè, la centrale FORSUN symbolise l'engagement de l'État à placer les citoyens au cœur

ENGAGEMENT POUR UNE ÉNERGIE DURABLE

de ses priorités.

La stratégie énergétique du Bénin, portée par la vision du Président Patrice Talon, repose sur trois piliers fondamentaux :

1. L'innovation technologique pour diversifier les sources d'énergie.
2. La collaboration internationale pour mobiliser les ressources nécessaires.
3. L'adhésion des communautés locales, pour garantir l'efficacité des projets à long terme. Avec les centrales solaires comme FORSUN et DEFISOL, le Bénin s'affirme comme un leader régional dans la lutte contre le changement climatique et la promotion des énergies renouvelables. Ces ins-

tallations témoignent de l'ambition nationale de combiner développement économique et protection de l'environnement.

Malgré ces avancées, des défis persistent, notamment en matière de maintenance des infrastructures, de formation des techniciens locaux et d'élargissement des réseaux de distribution. Toutefois, les autorités ont exprimé leur détermination à relever ces défis en investissant dans la formation, la recherche et l'innovation.

Le lancement de la centrale solaire FORSUN marque une étape cruciale dans le cheminement du Bénin vers une indépendance énergétique durable.

Grâce à des infrastructures modernes et au soutien des partenaires internationaux, le pays se positionne comme un modèle pour les autres nations africaines.

Le Ministre ADAMBI a conclu en affirmant que ces réalisations incarnent non seulement la volonté du gouvernement d'améliorer les conditions de vie des Béninois, mais aussi de garantir un avenir où l'énergie propre sera accessible à tous.

Avec des projets comme FORSUN, le Bénin illumine non seulement ses villes, mais aussi son avenir énergétique et environnemental.



TOUS UNIS POUR LA REFORESTATION

Au Mali, la déforestation est une crise environnementale majeure qui menace les écosystèmes et les moyens de subsistance des populations. Selon l'association environnementale Tree Aid, le pays a perdu près de 20 000 kilomètres carrés de forêt au cours des trois dernières décennies. Dans un contexte où la désertification gagne du terrain, des initiatives citoyennes, telles que l'opération de reboisement menée par l'association Ernegia dans la forêt de Zamblara, région de Sikasso, sont des lueurs d'espoir pour inverser la tendance.

Cette mobilisation reflète un engagement croissant pour la préservation de l'environnement, un défi vital pour l'avenir du Mali. Les forêts du pays, qui constituent une barrière naturelle contre l'avancée du désert, subissent les effets conjugués de l'exploitation humaine et des conditions climatiques difficiles.

La majeure partie des foyers maliens repose sur le bois de chauffe et le charbon de bois pour leurs besoins de cuisson, aggravant ainsi la pression sur les ressources forestières. Selon une étude de la Commission africaine de l'énergie réalisée en

2019, environ 64 % de la consommation énergétique totale du pays provient de la biomasse.

Cette dépendance résulte en partie du coût élevé du gaz de cuisine, inaccessible pour la majorité des ménages. Aida M'bo, ancienne ministre et militante écologiste, souligne : « La déforestation au Mali est une urgence. Les forêts sont coupées principalement pour le bois de chauffe. Nous devons nous intéresser sérieusement à la gestion et à la protection de la nature. »

Pour Khady Camara, militante écologiste, la protection des forêts est une question de survie :

« Si on ne donne pas la priorité à nos forêts et à la régénération naturelle, nous allons droit dans le mur. La disparition des forêts, c'est la disparition de l'Afrique. »

La solution, selon elle, passe par une combinaison d'efforts pour restaurer les écosystèmes dégradés, créer de nouvelles forêts et promouvoir des pratiques durables. La sensibilisation des communautés et des décideurs est également cruciale pour inscrire la préservation de l'environnement au cœur des politiques publiques.

À Zamblara, l'opération de reboisement menée par l'association Ernegia mo-

bilise des volontaires et des habitants de la région. Ce projet vise non seulement à restaurer la forêt menacée, mais aussi à sensibiliser les populations à l'importance de la préservation des ressources naturelles.

Ces efforts s'inscrivent dans une dynamique plus large qui reconnaît le rôle central des forêts dans la lutte contre le changement climatique et la désertification. Planter des arbres ne se limite pas à contrer la déforestation : cela contribue également à améliorer la fertilité des sols, à capter le carbone et à fournir un habitat à la faune locale.

En 2007, plusieurs pays africains, dont le Mali, ont lancé l'initiative de la Grande Muraille verte. Ce projet vise à créer une ceinture d'arbres de 8 000 kilomètres de long pour freiner l'avancée du désert et restaurer les terres dégradées.

Les objectifs de l'initiative incluent la restauration de 100 millions d'hectares de terres et la séquestration de 250 millions de tonnes de carbone. Bien que des progrès aient été réalisés, des défis subsistent en matière de financement, de coordination entre les pays participants et d'engagement des communautés locales.

Pour le Mali, la Grande Mu-

TOUS UNIS POUR LA REFORESTATION

raille verte représente une opportunité majeure d'atténuer les effets du changement climatique tout en créant des emplois verts et en améliorant la sécurité alimentaire.

Au-delà du reboisement, les experts plaident pour une approche intégrée qui inclut la régénération naturelle assistée (RNA). Cette méthode consiste à protéger et à gérer les repousses naturelles des arbres, permettant ainsi une restauration des forêts à moindre coût.

La RNA est particulièrement adaptée au contexte malien, où les ressources financières et logistiques sont limitées. En soutenant cette technique, les communautés locales peuvent jouer un rôle actif dans la réhabilitation des écosystèmes, tout en bénéficiant des retombées économiques de la gestion durable des forêts.

Pour freiner la déforestation, il est essentiel de réduire la dépendance au bois de chauffe. Cela passe par la promotion d'alternatives énergétiques accessibles, telles que les foyers améliorés, les énergies renouvelables et le biogaz.

De plus, l'éducation environnementale est un levier crucial. Sensibiliser les populations, en particulier les jeunes, aux enjeux de la préservation des forêts peut créer un changement durable dans les comportements. Des campagnes de communication, des formations et des programmes scolaires adaptés sont nécessaires pour ancrer une culture de respect de l'environnement.

La lutte contre la déforestation au Mali nécessite une mobilisation à tous les niveaux : citoyens, gouvernements, ONG et partenaires internationaux. Chaque arbre plan-

té, chaque initiative locale contribue à un objectif commun : préserver les forêts pour les générations futures.

Alors que les efforts comme ceux d'Ernegia ou de la Grande Muraille verte montrent la voie, il reste beaucoup à faire pour garantir un avenir durable. Le Mali a le potentiel de devenir un modèle en matière de gestion forestière en Afrique, à condition que les actions locales soient soutenues par des politiques nationales ambitieuses et un engagement international renforcé.

Les forêts ne sont pas seulement une ressource : elles sont la clé de la résilience face aux défis environnementaux et climatiques. Le moment d'agir, c'est maintenant. ■



L'AFRIQUE FACE AUX CRÉDITS CARBONE



United Nations
Climate Change



COP29
Baku
Azerbaijan



La COP29, en cours à Baku, voit l'un des sujets les plus controversés des précédentes conférences refaire surface : les crédits carbone. Ce mécanisme, censé financer des projets écologiques dans les pays du Sud, notamment en Afrique, en échange de la compensation des émissions de gaz à effet de serre des pays riches et des entreprises, est présenté comme une opportunité pour le continent. Pourtant, il soulève de nombreuses questions, tant sur son efficacité environnementale que sur ses implications pour la

justice climatique.

Selon une étude récente, l'Afrique pourrait générer jusqu'à six milliards de dollars au cours des six prochaines années grâce aux crédits carbone. Cette perspective séduit de nombreux gouvernements africains, à la recherche de financements pour atténuer les effets du changement climatique et s'adapter à ses impacts.

En Côte d'Ivoire, par exemple, le mécanisme a permis de mobiliser 35 millions de dollars pour protéger la forêt de Taï,

l'un des derniers vestiges de forêt primaire d'Afrique de l'Ouest. La moitié de ces fonds a directement bénéficié aux communautés locales, un modèle qui illustre le potentiel social et économique des crédits carbone.

Cependant, comme l'explique Jacques Assahoré Konan, ministre ivoirien de l'Environnement, ces projets nécessitent un cadre réglementaire strict pour éviter les dérives. **«Nous venons de finaliser la mise en place d'un cadre réglementaire national, car c'est un préalable**

essentiel. Sans cela, le mécanisme peut devenir contre-productif», a-t-il déclaré.

Malgré son potentiel financier, le système des crédits carbone est loin de faire l'unanimité. De nombreux experts et acteurs politiques s'inquiètent de la possibilité que ces crédits soient utilisés par les pays industrialisés comme un simple «droit à polluer», plutôt qu'une réelle incitation à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

«Pendant que les pays développés hésitent à financer directement l'action climatique, on constate un engouement croissant pour l'achat de crédits carbone. Cela soulève des questions», a déclaré Jacques Assahoré Koman. En effet, si les crédits carbone permettent de financer des projets écologiques, ils ne garantissent pas toujours une réduction effective des émissions mondiales.

Une étude scientifique récente révèle un chiffre troublant : seuls 16 % des projets de crédits carbone conduisent à une réduction réelle des émissions de gaz à effet de serre. Le reste est souvent considéré comme du greenwashing, une stratégie de communication qui vise à donner une image écologiquement responsable sans véritable impact environnemental.

Les critiques soulignent également que certains

projets financés par ces crédits auraient été réalisés de toute façon, indépendamment de la compensation carbone. Ce manque de transparence et de rigueur nuit à la crédibilité du mécanisme et met en lumière la nécessité d'un encadrement strict. L'un des objectifs majeurs de la COP29 est d'établir des règles claires pour garantir l'intégrité du marché des crédits carbone. Depuis neuf ans, les négociateurs tentent de finaliser les modalités de l'article 6 de l'Accord de Paris, qui traite des mécanismes de marché pour réduire les émissions. Cette année pourrait être décisive pour mettre en place des standards internationaux qui assurent l'efficacité et la transparence des projets.

Les représentants africains à la COP insistent sur l'importance d'un système équitable qui respecte les spécificités locales et ne reproduise pas les déséquilibres historiques entre le Nord et le Sud. Ils appellent également à une participation active des communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des projets, pour garantir que les bénéfices soient réellement partagés.

Pour tirer parti des crédits carbone sans en subir les effets pervers, les pays africains doivent renforcer leurs capacités institutionnelles et techniques. Cela passe par :

- La création de cadres réglementaires

solides, comme l'a fait la Côte d'Ivoire.

- La formation des acteurs locaux, pour s'assurer que les projets sont bien adaptés aux besoins des populations.

- La diversification des projets, en privilégiant des initiatives qui favorisent la résilience climatique, comme la restauration des écosystèmes ou l'agriculture durable.

Les partenaires internationaux, notamment les institutions financières et les ONG, ont également un rôle crucial à jouer pour accompagner l'Afrique dans cette transition.

À la COP29, les crédits carbone sont au centre des discussions, mais ils ne représentent qu'une partie de la solution face à la crise climatique. Bien conçus et encadrés, ils peuvent offrir une source précieuse de financement pour les projets environnementaux en Afrique. Cependant, mal utilisés, ils risquent de perpétuer les inégalités et de retarder les efforts nécessaires pour réduire les émissions globales.

Pour l'Afrique, l'enjeu est clair : devenir un acteur majeur dans la gouvernance des crédits carbone, tout en veillant à ce que ces mécanismes respectent les principes de justice climatique. La COP29 pourrait marquer un tournant décisif dans cette direction, à condition que les négociations aboutissent à des accords ambitieux et équitables. ■

VISITE HISTORIQUE DE NARENDRA MODI À ABUJA



Ce samedi 16 novembre 2024, le Premier ministre indien Narendra Modi a atterri à Abuja pour une visite officielle de deux jours, à l'invitation du président nigérian Bola Ahmed Tinubu. Cet événement marque la première visite d'un chef de gouvernement indien au Nigeria depuis 17 ans. Une rencontre qui vise à insuffler une nouvelle dynamique aux relations entre les deux pays, déjà étroitement liées par des échanges économiques et commerciaux significatifs.

L'empreinte indienne au Nigeria est indéniable.

Des entreprises comme Airtel dans les télécommunications, Bajaj dans les deux-roues ou encore Godrej dans les produits capillaires illustrent la forte présence des firmes indiennes dans le pays. En tout, 200 sociétés indiennes opèrent au Nigeria, générant des investissements estimés à 27 milliards de dollars. Ces entreprises sont actives dans des secteurs variés : textile, pêche, énergie, immobilier et télécoms. En outre, elles contrôlent près de 70 % du marché pharmaceutique nigérian, consolidant leur influence dans l'économie locale.

Cependant, les échanges bilatéraux restent principalement dominés par le pétrole brut, qui représente l'essentiel des exportations nigérianes vers l'Inde. Bien que l'Inde demeure le premier client du Nigeria pour le pétrole, ce dernier a vu son rôle de fournisseur diminuer. Aujourd'hui, le Nigeria n'occupe plus que la septième place parmi les sources d'approvisionnement en brut de l'Inde. Par ailleurs, le volume global des échanges commerciaux entre les deux pays a chuté de moitié au cours des dix dernières années, atteignant environ 8 milliards de dollars en 2024.

Lors de cette visite, le Nigeria espère non seulement revitaliser ses relations économiques avec l'Inde, mais également diversifier ses exportations. Les autorités nigérianes visent une augmentation des ventes de produits pétroliers raffinés et de produits agricoles transformés à destination du marché indien. Cette orientation stratégique reflète la volonté d'Abuja de réduire sa dépendance à l'exportation de pétrole brut tout en développant des secteurs à forte valeur ajoutée. L'agriculture, en particulier, représente une opportunité clé pour les deux nations. Avec une population croissante et une demande mondiale accrue pour des denrées alimentaires de qualité, le Nigeria peut devenir un acteur majeur dans l'exportation de produits agricoles transformés, répondant ainsi aux besoins d'un pays comme l'Inde, où la sécurité alimentaire est une priorité nationale. De son côté, l'Inde ne cache pas ses ambitions d'élargir ses échanges avec le Nigeria au-delà des produits pétroliers. Le secteur minier nigérian, riche en ressources inexploitées, suscite particulièrement l'intérêt de New Delhi, qui cherche à sécuriser son approvisionnement en matières premières stratégiques. Dans le domaine militaire, l'Inde souhaite renforcer sa coopération avec le Nigeria. Déjà active dans la formation de cadres militaires nigériens en lutte contre le terrorisme et en sécurité maritime, l'Inde envisage

désormais de fournir au Nigeria des équipements sophistiqués, tels que des hélicoptères et des avions de combat. Ce partenariat stratégique s'inscrit dans une volonté partagée de sécuriser le golfe de Guinée, une zone essentielle pour le commerce mondial, mais aussi vulnérable à la piraterie maritime.

New Delhi aspire également à intensifier ses collaborations dans les secteurs spatial et naval, deux domaines où l'Inde possède une expertise reconnue mondialement. Ces coopérations pourraient inclure le partage de technologies, le développement de capacités locales et l'intégration de solutions indiennes aux défis spécifiques rencontrés par le Nigeria. Au-delà des intérêts économiques et stratégiques, la visite de Narendra Modi symbolise le rapprochement de deux puissances démographiques. Le Nigeria, avec une population estimée à plus de 220 millions d'habitants, et l'Inde, forte de 1,4 milliard d'habitants, partagent des défis communs, notamment en matière de développement durable, d'emploi des jeunes et de transition énergétique.

La diaspora indienne joue un rôle crucial dans cette relation. Avec près de 50 000 membres vivant au Nigeria, elle constitue la troisième plus grande diaspora indienne en Afrique, après celles d'Afrique du Sud et du Kenya. Cette communauté dynamique agit comme un levier de

développement économique et culturel, facilitant les investissements et renforçant les liens entre les deux nations.

Cette visite historique de Narendra Modi à Abuja intervient à un moment où les deux pays cherchent à redéfinir leur partenariat. Si le Nigeria espère diversifier ses exportations et attirer davantage d'investissements indiens dans des secteurs stratégiques, l'Inde ambitionne d'étendre son influence en Afrique de l'Ouest, tant sur le plan économique que géopolitique.

Les discussions en cours pourraient aboutir à des accords majeurs, favorisant une coopération accrue dans des domaines clés comme l'énergie, la défense, la santé et l'innovation technologique. Toutefois, la concrétisation de ces ambitions dépendra de la capacité des deux gouvernements à surmonter les obstacles structurels et à instaurer une confiance mutuelle durable.

Avec cette visite, le Nigeria et l'Inde se donnent l'opportunité de renforcer leur relation, en exploitant pleinement leur potentiel commun. Si les négociations aboutissent à des accords concrets, elles pourraient marquer le début d'une nouvelle ère de coopération entre Abuja et New Delhi, positionnant les deux nations comme des partenaires stratégiques dans un monde en mutation. ■

LE PREMIER MINISTRE MAÏGA DÉNONCE LA JUNTE

Dans une intervention marquante devant les partisans de son mouvement, le M5-RFP, le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga a surpris en critiquant ouvertement les militaires au pouvoir au Mali. Ce discours, tenu dans un contexte de transition politique sous le contrôle de la junte, marque un tournant dans les relations entre le chef du gouvernement et le régime militaire dirigé par le général Assimi Goïta.

Portant une casquette de camouflage de l'armée malienne, symbole de

solidarité avec les forces armées du pays, Choguel Maïga n'a pas ménagé ses mots. Après avoir exprimé son soutien aux militaires engagés sur le front, il a sévèrement critiqué ceux qui gouvernent depuis Bamako, les accusant de monopoliser les décisions importantes.

« Ce n'est pas normal dans un gouvernement. Le Premier ministre ne peut pas apprendre dans les médias que les élections sont reportées sans débat au sein du gouvernement », a-t-il dénoncé.

Ces propos mettent en lumière une gouvernance

qu'il qualifie de « solitaire », où les décisions concernant l'avenir de la transition sont souvent prises sans consultation. Pour Choguel Maïga, cette situation expose le pays à des risques graves, notamment :

- Une instabilité politique accrue
- Un éventuel retour en arrière sur les acquis obtenus depuis la prise de pouvoir par la junte en août 2020.

Choguel Maïga a également abordé la question de la durée de la transition et des promesses faites par la junte à la communauté internationale. Initialement prévue pour une durée limitée, la transition s'est vue prolongée, retardant les élections démocratiques.

En parallèle, le Premier ministre a critiqué une autre dérive qu'il attribue au régime militaire :

« En moins de deux ans, des récépissés ont été accordés à plus de 100 nouveaux partis politiques pro-juntes, alors que les dernières assises nationales ont demandé de réduire leur nombre. »

Cette multiplication des partis, souvent perçus comme des soutiens indirects au pouvoir militaire, va à l'encontre des résolutions des Assises nationales de la refondation,



LE PREMIER MINISTRE MAÏGA DÉNONCE LA JUNTE

qui visent à rationaliser la scène politique malienne. Selon Choguel Maïga, cette tendance affaiblit davantage le processus démocratique.

Le discours critique du Premier ministre n'a pas laissé la junte indifférente. Interrogé par RFI, un membre de l'entourage du président de la transition, le général Assimi Goïta, a réagi sous couvert d'anonymat :

« **Choguel Maïga fait de l'agitation, et il sait pourquoi.** »

Cette déclaration laisse entrevoir des tensions croissantes au sein de l'appareil d'État malien. Le Premier ministre, autrefois perçu comme un allié des militaires, semble désormais en désaccord avec eux sur plusieurs points cruciaux. Sa prise de parole pourrait aussi refléter une tentative de repositionnement politique, alors que l'avenir de la transition reste incertain.

Ces critiques interviennent dans un contexte politique et sécuritaire particulièrement délicat pour le Mali. Depuis le coup d'État militaire de 2020, suivi d'un second en 2021, la junte a promis de redonner le pouvoir aux civils à travers des élections prévues pour 2024. Cependant, plusieurs facteurs compromettent cet engagement :

1. Incertitudes sur les élections : Les annonces

répétées de reports électoraux sans consultation ou débat interne soulèvent des doutes sur la sincérité du calendrier.

2. Pressions internationales : La junte fait face à des sanctions économiques et diplomatiques de la part de la CEDEAO et d'autres partenaires, qui exigent un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

3. Insécurité croissante : Les attaques des groupes armés djihadistes dans le nord et le centre du pays continuent de déstabiliser le Mali, rendant l'organisation des élections encore plus complexe.

Les divergences entre Choguel Maïga et la junte illustrent une bataille pour le contrôle du processus de transition. Alors que le Premier ministre appelle à davantage de transparence et de concertation, la junte semble privilégier une approche unilatérale. Ce désaccord pose des questions cruciales pour l'avenir politique du pays :

- Quelle sera la durée réelle de la transition ?
- Les élections de 2024 seront-elles libres et inclusives ?
- Le Mali pourra-t-il rétablir un équilibre entre gouvernance militaire et démocratique ?

Pour le Premier ministre, ces interrogations nécessitent des réponses urgentes afin d'éviter une crise politique supplé-

mentaire. Mais sa critique ouverte pourrait aussi être interprétée comme une tentative de se démarquer de la junte en vue des futures échéances électorales.

Le discours de Choguel Maïga a mis en lumière des fractures au sommet de l'État malien. Si ses critiques trouvent un écho parmi certains membres de la société civile et de la classe politique, elles risquent également d'exacerber les tensions avec la junte, compromettant encore davantage la stabilité de la transition.

Dans ce climat de défiance, l'avenir du Mali dépendra de la capacité des dirigeants à trouver un consensus sur les prochaines étapes du processus de transition. Mais pour cela, un dialogue sincère entre toutes les parties prenantes, y compris entre Choguel Maïga et les militaires, semble indispensable.

La sortie inédite du Premier ministre marque un tournant dans le débat sur la transition au Mali. Face aux défis sécuritaires, économiques et politiques, le pays doit éviter les divisions internes pour se concentrer sur l'essentiel : construire un avenir démocratique et inclusif. ■

DES MESSAGES HAINEUX CIBLENT DES AFRO-AMÉRICAINS

Aux États-Unis, une vague de messages racistes, envoyés de manière anonyme, a semé l'inquiétude parmi les communautés afro-américaines dans plusieurs États, notamment New York, l'Alabama, la Californie, l'Ohio, la Pennsylvanie et le Tennessee. Ces messages troublants, évoquant des références à l'esclavage et appelant les destinataires à se rendre dans des lieux symboliques tels que des plantations, ont visé des hommes, des femmes, des étudiants et même des colégiens noirs. Devant la gravité de la situation, les agences de rensei-

gnement, y compris le FBI, ont lancé une enquête pour identifier l'origine de ces messages et évaluer les intentions de leurs auteurs.

Selon Ayanna Alexander, journaliste à l'Associated Press, les messages envoyés par textos contenaient souvent un langage explicite, faisant allusion à des pratiques d'esclavage. *« Ces textes utilisaient généralement un ton similaire, mais leur formulation variait. Certains d'entre eux demandaient aux destinataires de se rendre à un endroit précis à une heure précise »*, rapporte-t-elle. Les adresses indiquées dans les messages renvoient parfois à

d'anciennes plantations ou des lieux de mémoire liés à l'esclavage, ce qui renforce la charge symbolique et le caractère oppressif de ces envois.

L'objectif des messages semble clairement être d'intimider et de provoquer des réactions de peur parmi les destinataires. Des étudiants noirs de l'Université du Missouri ont rapporté avoir reçu des textos les appelant directement à participer à des tâches comme *« la cueillette du coton »*, avec des références explicites à une supposée victoire de Donald Trump. Cette allusion pourrait suggérer une volonté de raviver des tensions raciales et politiques, en particulier dans un contexte déjà marqué par des débats houleux sur le racisme systémique et les droits civiques aux États-Unis.

Face à cette situation préoccupante, plusieurs universités ont réagi en dénonçant ces messages. Elles ont exprimé leur inquiétude quant à leur impact sur la sécurité et le bien-être des étudiants noirs, mais elles ont également tenté de calmer les esprits en rassurant les jeunes que ces messages proviendraient probablement de robots ou d'ac-



teurs malveillants sans intention réelle de passage à l'acte. « **Ces messages sont troublants, mais il n'y a aucune raison de croire qu'ils représentent une menace directe** », ont déclaré des responsables universitaires, appelant à la vigilance tout en déconseillant de céder à la panique.

Cependant, cette réponse, bien qu'apaisante, ne semble pas suffisante pour nombre de destinataires qui se disent choqués et humiliés par la nature des propos tenus. Les universités tentent de jouer un rôle de soutien moral en fournissant des services de consultation psychologique et en assurant aux étudiants qu'elles coopèrent avec les autorités pour garantir la sécurité sur les campus. Les responsables encouragent également les étudiants à signaler tout autre message suspect pour aider les forces de l'ordre dans leur enquête.

Ces actes sont particulièrement alarmants pour les communautés afro-américaines, qui se sentent visées par une campagne de harcèlement visant à réveiller des souvenirs douloureux de l'histoire de l'esclavage et de la ségrégation. Pour beaucoup, ces messages sont le symptôme d'un climat social et politique tendu, où les groupes extrémistes et les idées de suprématie raciale semblent gagner en visibilité, alimentés parfois

par des discours politiques polarisants. Les appels à la « cueillette du coton » ou à la « réintégration dans des plantations » rappellent des périodes sombres de l'histoire américaine, et cette utilisation cruelle de symboles d'oppression est vécue comme une violence psychologique par les destinataires.

Des associations de défense des droits civiques, telles que la NAACP, ont également réagi en condamnant fermement ces messages et en appelant les autorités à tout faire pour retrouver les responsables. Elles rappellent que les discours de haine, même numériques, ont un impact profond sur le moral et la sécurité des communautés visées et doivent être combattus de manière proactive.

L'implication du FBI et d'autres agences de renseignement dans cette enquête indique que le gouvernement prend la situation au sérieux. Pour l'heure, les autorités restent discrètes sur les avancées de l'enquête, mais elles cherchent activement à remonter la piste de ces messages anonymes pour comprendre s'ils émanent de réseaux organisés ou d'individus isolés utilisant des technologies de diffusion de masse pour semer la peur. Le FBI examine plusieurs pistes, notamment celle de l'utilisation de logiciels automatisés de messagerie ou de groupes haineux

exploitant des outils de communication cryptés. Les plateformes de messagerie et les opérateurs téléphoniques pourraient également être sollicités pour fournir des informations techniques permettant de localiser l'origine des messages. En attendant les conclusions de l'enquête, les autorités demandent aux victimes de se manifester et d'apporter leur témoignage, ce qui pourrait aider à évaluer l'ampleur de l'incident.

Cette série de messages racistes met en lumière un problème plus large de propagation de la haine et des menaces via les réseaux numériques. Aux États-Unis, comme dans d'autres pays, les discours de haine en ligne sont en recrudescence, et les groupes vulnérables en sont souvent les premières cibles. Les plateformes de réseaux sociaux et de messagerie se trouvent régulièrement accusées de ne pas faire assez pour filtrer ces contenus et protéger les utilisateurs, en particulier les minorités.

Ces événements rappellent aux autorités et aux communautés l'importance d'intensifier les efforts pour combattre la haine en ligne. Éduquer les jeunes sur la manière de signaler ces incidents et leur fournir des ressources pour faire face au stress et à l'anxiété causés par ces messages est essentiel. Le rôle des familles et des

institutions est tout aussi crucial pour offrir un soutien émotionnel et renforcer la résilience des individus confrontés à ces formes de harcèlement.

La vague de messages racistes reçus par les Afro-Américains dans plusieurs États américains met en exergue les défis persistants liés aux tensions raciales et aux discours de haine dans la société américaine. Ces incidents, bien qu'inacceptables, rappellent l'importance de la solidarité, du soutien mutuel et de la vigilance pour préserver la cohésion sociale. En attendant que l'enquête permette d'identifier les responsables, les victimes sont appelées à la prudence et à ne pas céder à la peur, tandis que la communauté dans son ensemble est encouragée à rester unie et à condamner fermement ces actes haineux.

L'Amérique est confrontée à un choix crucial : construire un avenir basé sur l'inclusion et la diversité, ou permettre à la haine et à la division de s'enraciner. Ces événements démontrent que le chemin vers la réconciliation raciale et la tolérance demeure un défi pour le pays, mais également une nécessité pour sa stabilité à long terme.

1A

FIRST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

FIRST AFRIQUE